



à propos... la lettre d'information de Bernard Poignant

Préparons-nous

Bernard Poignant est maire de Quimper depuis mars 2008. Il préside également la communauté d'agglomération de Quimper et le Pays de Cornouaille. Son engagement européen l'a incité à intégrer le Mouvement Européen-France ; il a été désigné membre du bureau.

L'élection présidentielle est encore loin. Il est imprudent et même outrecoûdant de la déclarer gagnée par la Gauche. Celle-ci peut connaître des divisions si profondes que le peuple français peut lui retirer sa confiance. Des événements, internationaux surtout, peuvent survenir entraînant un réflexe de regroupement autour du Président sortant, même si l'envie d'en finir avec lui est pourtant forte. Il faut cependant se préparer à gouverner et François Hollande à présider la France. Car, à chaque fois que la France a rendez-vous avec son destin, à chaque fois que celui-ci hésite ou vacille, les Français ont souvent choisi la Gauche et toujours les socialistes pour la conduire.

1936 déjà. Le programme du Front Populaire ne comporte ni la semaine de 40 heures ni les deux semaines de congés payés. C'est le mouvement social de mai, avec ses occupations d'usines, qui conduira aux Accords de Matignon autour de Léon Blum. Ceux-ci seront concrétisés dans les deux lois des 11 et 12 juin 1936. La mémoire a pourtant retenu ces deux décisions comme étant le résultat de l'élection avec application d'une proposition. Le Front Populaire est d'abord une union de la Gauche et des Républicains pour éviter à la France une forme de fascisme, dès lors que Mussolini dirige l'Italie depuis 1922, comme Salazar au Portugal, qu'Hitler est au pouvoir en Allemagne depuis 1933, que la guerre civile menace en Espagne avant qu'elle n'éclate avec Franco dès juillet 36. Le Front Populaire a certes duré peu de temps mais les Français ont su choisir quand l'essentiel pour eux était en jeu.

1945 ensuite. La France sort meurtrie, divisée, exsangue de près de cinq ans de guerre. Celle de 1914 est même encore proche dans les mémoires et chez ses acteurs. Il faut la libérer bien sûr mais la reconstruire. Dès mars 1944 le Conseil National de la Résistance a élaboré un programme. Toutes les forces politiques et sociales y sont représentées. Mais chacun sait que la Gauche y détient la majorité et ce programme portera sa marque. Les élections législatives de 1945 et 1946 donneront des majorités de gauche, car c'est à celle-ci que le peuple français fait confiance pour un nouveau départ de la République. La présence du Général de Gaulle et le parcours ultérieur de ce dernier ont pu masquer cette réalité. C'est pourtant un fait indiscutable. D'ailleurs quand le Général démissionne le 20 janvier 1946



c'est un socialiste, Félix Gouin, député des Bouches-du-Rhône qui lui succède. Un autre socialiste un an plus tard s'installera à la Présidence du Conseil : Paul Ramadier, député de l'Aveyron. Dans l'épreuve de cette fin de guerre, c'est à la Gauche qu'est allée la confiance.

1956 un peu plus tard. Année tragique pour notre histoire ! Elle a commencé pourtant dans l'espérance. Les élections législatives du 2 janvier ont donné une majorité à la Gauche, à travers le Front Républicain. Avec un objectif simple : mettre un terme à la guerre d'Algérie. Pierre Mendès-France, homme de gauche, a fait la paix avec l'Indochine en juillet 1954. Il est attendu pour une autre paix avec l'Algérie. Ce sera Guy Mollet et il accentuera la guerre, envoyant même le contingent sur l'autre rive de la Méditerranée. Les cercueils reviendront par milliers. Le peuple français ne nous pardonnera pas ce manquement à notre engagement. L'indépendance accordée au Maroc et à la Tunisie la même année, la loi-cadre sur l'outre-mer ne compenseront pas ce qui sera appelé une trahison. On le paiera du retour de De Gaulle, d'un coup d'Etat en mai 1958 et de près d'un quart de siècle d'opposition. Il n'empêche : ce n'est pas à la Droite que le peuple français avait confié son destin. Elle profitera de notre faiblesse.

1981 justement. La crise est déjà là même si on ne lui donne pas son nom. Deux chocs pétroliers en 1973 et 1979 ont frappé. Le chômage augmente fortement, l'inflation s'envole. Comment s'en sortir ? Comment éviter que tout cela ne dure et frappe les populations encore plus cruellement ? La Gauche est la réponse, avec son union, son programme commun, son leader François Mitterrand. Certes il n'y a pas de menace fasciste, pas d'invasion à redouter, pas de reconstruction à opérer, pas de guerre à terminer mais le pays n'est pas en pleine forme et il trouvera la force de faire face dans un fameux 10 mai.

1997 aussi. Cette fois il s'agit d'affronter une élection législative après la dissolution en cours de mandat présidentiel. L'explication donnée par le Président est pour le moins confuse. La décision paraît de convenance. Mais les Français comprennent bien sans qu'il soit besoin de le leur dire. Il faut passer à l'euro au 1er janvier 1999. Pour cela il faut rentrer dans les critères fixés concernant les déficits publics, l'endettement, l'inflation. Ils se disent que des efforts seront demandés et qu'il vaut mieux que la Gauche tienne les manettes. Elles seront confiées à Lionel Jospin et celui-ci réussira à faire franchir à la France ce pas décisif de l'intégration européenne.

2012 enfin. On y arrive ! Celui qui gagnera l'élection présidentielle héritera de la pire des situations depuis la fin du cycle des guerres qui aura duré 22 ans de 1940 à 1962. Toutes les crises sont réunies : financière, bancaire, européenne, économique, sociale, politique, morale. Dire qu'il les règlera une à une est une illusion ou un artifice. Dire qu'il pourra



les régler seul est une tromperie. Et pourtant si les Français confient la Présidence et le Parlement avec ses deux chambres à la Gauche, celle-ci disposera de tous les leviers institutionnels nationaux. La force du Président ne consistera pas seulement à être l'ingénieur génial pour résoudre ces crises, mais il devra obtenir la confiance la plus large des Français pour qu'ils acceptent des décisions qui pourront se révéler difficiles. Ils peuvent précisément choisir la Gauche parce qu'ils la pensent moins injuste, moins inégale, plus équitable, plus respectueuse du corps de valeurs de la République. Ils savent que leur Président leur demandera des efforts. Ils les espèrent mieux partagés qu'aujourd'hui.

Même s'il ne faut pas abuser de cet adjectif, 2012 a un caractère de rendez-vous historique. La France avec la Gauche et la Gauche au service de la France : la campagne électorale doit revêtir cette dimension de hauteur. Parce que le moment est propice à la recherche de boucs émissaires, au nationalisme, au protectionnisme, à la xénophobie, à la surenchère. Il faut écouter Charles Péguy : "La guerre contre la démagogie est la plus dure de toutes les guerres."